

RETROUVER L'INTÉGRALITÉ DES ANALYSES STATISTIQUES SUR : RAPPORT.SECOURS-CATHOLIQUE.ORG

RÉALISATION : Département Enquêtes et Analyses Statistiques, Pascale Novelli, Lilian Martin (stagiaire)
Délégations et Comité Régional, Pascale Kramer (réécriture, secrétariat de rédaction)
CORRECTION RÉVISION : Christophe Barré



Comme chaque année, les analyses régionales font ressortir quelques caractéristiques de la pauvreté rencontrée dans chacune des régions et leur évolution. En dehors des territoires d'outre-mer, étudiés individuellement, chaque analyse régionale s'appuie sur plusieurs milliers de situations. Si rien ne garantit la représentativité de ces échantillons, les difficultés qu'ils révèlent sont bien réelles et, pour la plupart, se retrouvent de façon récurrente d'année en année. Certaines caractéristiques correspondent d'ailleurs à des particularités démographiques ou économiques régionales.

Les quelques éléments de conjoncture et de présentation sont principalement issus de publications des directions régionales de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) réalisées en partenariat avec les autres acteurs des statistiques publiques. Pour chaque région, nous indiquons quelques chiffres de cadrage comparés aux moyennes métropolitaines à partir de données de l'Insee. Les valeurs indiquées dans ces tableaux sont celles de 2017 ou, à défaut, les dernières publiées.

L'analyse des situations rencontrées par les équipes du Secours Catholique-Caritas France repose sur un ensemble d'indicateurs dont les plus importants figurent dans un tableau général rapprochant les valeurs de ces indicateurs dans la région pour deux années, 2012 et 2017¹, et les valeurs nationales. Un graphique présente en outre quelques points marquants de la région d'après les informations recueillies par le Secours Catholique. L'analyse peut être accompagnée d'exemples d'actions menées par le Secours Catholique et de propositions.

DÉFINITIONS

Ménage : un ménage, au sens statistique du terme, désigne l'ensemble des occupants d'un même logement sans que ces personnes soient nécessairement unies par des liens de parenté. Un ménage peut être composé d'une seule personne.

Niveau de vie ou revenu par unité de consommation (UC) : dans un ménage, le premier adulte compte pour 1 UC, les autres adultes et les enfants de 14 ans ou plus comptent pour 0,5 UC chacun, et les enfants de moins de 14 ans pour 0,3 UC chacun. On divise le revenu du ménage par la somme des UC le composant. Cela correspond au niveau de vie du ménage. Cette échelle d'équivalence est utilisée par l'ensemble des pays européens. Un individu ne correspond pas à une unité afin que soient prises en compte les économies liées à la mutualisation au sein des ménages.

¹ Nous prenons une période de cinq ans afin de faire ressortir les évolutions.

OUTRE-MER								
Données générales	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	Polynésie française	Nouvelle-Calédonie	France métro. (en milliers)
Population au 1.1.2017*	393 640	374 780	274 153	860 815	249 154	281 674	278 500	64 801
Part d'étrangers dans la population (2014)**	5,0 %	2,0 %	33,4 %	1,0 %	47,1 %	3,0 %	4,8 %	6,5 %
Taux de chômage (2017)***	22,0 %	18,0 %	22,0 %	23,0 %	26,0 %	21,8 %	14,6 %	8,6 %
Densité du parc social pour 1 000 habitants****	90	85	61	82	1	84	51	73

* Chiffres provisoires, population légale en 2017 pour la Polynésie (Insee), données issues de l'Insee pour la Nouvelle-Calédonie.
 ** Pour Mayotte : source Ined-Insee, enquête MFV-Mayotte 2015-2016, chiffres 2014 pour la Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie.
 *** Données de 2014 pour la Nouvelle-Calédonie et de 2012 pour la Polynésie française.
 **** Nombre de logements sociaux pour 1 000 habitants

Données Secours Catholique 2017	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	Polynésie française	Nouvelle-Calédonie
Situations rencontrées	8 905	4 229	2 805	2 817	269	1 200	2 409
Nombre d'équipes	43	30	11	17	2	28	40
Bénévoles	754	471	246	318	101	115	428
Situations analysées	809	171					

ANALYSE DU CONTEXTE

Le livre bleu Outre-mer¹, qui rend compte du résultat des assises d'Outre-mer, rappelle que les 2,7 millions de citoyens qui y résident sont les premiers témoins des défis et des déséquilibres qui menacent certains territoires. La forte exposition aux risques naturels, dont certains peuvent atteindre des intensités extrêmes, y est relevée, et notamment les trois ouragans majeurs des Antilles qui se sont succédé en septembre 2017 (présence forte du Secours Catholique à Saint-Martin).

Le livre témoigne d'une délinquance souvent violente et bien identifiée, avec un taux d'homicides élevé, comme aux Antilles ou en Guyane. Le manque criant de logements sociaux est aussi relevé, plus particulièrement en Guyane, tout autant que l'accès à l'eau, en Guadeloupe ou en Nouvelle-Calédonie par exemple. Le nombre élevé d'enfants, notamment en Guyane et à Mayotte, doit faire l'objet d'une attention particulière sur le plan scolaire et préscolaire. La lutte contre la déscolarisation et la formation professionnelle doivent être des priorités pour l'association, de même que le chômage, deux fois supérieur à la moyenne nationale et qui touche fortement les jeunes. Une attention particulière est aussi nécessaire aux personnes âgées dans les territoires vieillissants, spécialement aux Antilles. Les enjeux du développement de l'économie circulaire et le potentiel des énergies renouvelables sont pointés. Des gisements d'emplois sont repérés dans l'agroalimentaire, l'économie de la mer et le bois. Le développement local doit aussi être encouragé.

En Guyane, la problématique des populations amérindiennes que nous accompagnons sur le fleuve Maroni reste dramatique et complexe.

Leur faible accès aux services publics, le taux de suicide des jeunes, très supérieur à la moyenne nationale, ainsi que les dégâts provoqués par l'orpaillage illégal (insécurité et intoxication mercurielle) font l'objet d'un intérêt spécial dans l'ensemble de l'Outre-mer. Les réactions hostiles au projet aurifère industriel de la Montagne d'or en témoignent. Un plaidoyer panamazonien est en cours de réflexion, en lien avec certaines associations Caritas d'Amérique latine et d'autres associations concernées. Un synode spécial dans ce sens est aussi envisagé.

La situation de Mayotte reste très préoccupante. La population continue d'augmenter fortement, le chômage y est près de trois fois supérieur à la moyenne nationale (27 %), et 54 % des habitants ont moins de 20 ans. L'archipel ne compte qu'un seul centre hospitalier et les gens ne bénéficient ni de la CMU (couverture maladie universelle) ni de l'AME (aide médicale d'Etat). Les tensions sont fortes entre Mahorais et Comoriens, ce qui ne permet pas d'accompagner sereinement les populations les plus démunies, qui sont majoritairement migrantes.

DÉFI JEUNES OUTRE-MER

Grâce à l'élection présidentielle, l'année 2017 a été celle du plaidoyer Défi Jeunes des Young Caritas de l'Outre-mer. Il a permis de rencontrer la majorité des candidats et de leurs équipes avec des fiches de plaidoyers thématiques.

Au mois d'octobre, Mme Annick Girardin, ministre des Outre-mer, a lancé les assises de l'Outre-Mer, qui ont donné matière à un « livre bleu

Outre-mer». C'est pour s'inscrire dans cette démarche que les Young Caritas ont participé au colloque intitulé « À l'école des Outre-mer, partageons nos talents », qui s'est déroulé le 17 novembre 2017 et qui a été l'occasion d'affiner les plaidoyers et de grandir en citoyenneté !

Tout en s'appuyant sur les résultats du questionnaire de 2016 (932 réponses sur six territoires), ces plaidoyers ont mis en avant certaines priorités. L'objectif est donc d'associer les jeunes aux plans les concernant tout en favorisant la création de groupes de parole, d'inscrire la culture locale dans les programmes éducatifs, d'encourager l'interculti-

ralité, de garantir la scolarité des enfants sur tous les territoires, de garantir l'égalité des chances pour tous les jeunes Français d'Outre-mer, de mettre en place un service militaire obligatoire pour structurer et favoriser la mixité culturelle et sociale, de mettre en œuvre un véritable accompagnement des jeunes adapté à leur contexte territorial, et enfin de créer un service mobilité Outre-mer.

La démarche continue tant au niveau national qu'en visant la mise en place de plaidoyers locaux. Un forum régional Antilles-Guyane est prévu à cet effet.

GUADELOUPE

CONJONCTURE²

Devenue région d'Outre-mer française en 1974, la Guadeloupe est un archipel des Antilles de 393 640 habitants (estimation au 1er janvier 2018). Elle conserve un taux de chômage élevé (22 % contre 24 en 2016), surtout chez les jeunes (53 % chez les 15-24 ans). La structure familiale guadeloupéenne, largement monoparentale, se révèle vulnérable, souvent marquée par l'absence d'activité.

L'année 2017 a été éprouvante pour la région. L'emploi peine à progresser et, au second semestre, l'ouragan Maria a impacté certains secteurs. L'agriculture notamment a subi une baisse du nombre d'emplois salariés de 2,8 %

entre le deuxième trimestre 2017 et le premier trimestre 2018. En revanche, pour beaucoup en raison des dégâts causés, le secteur de la construction a vu son nombre d'emplois augmenter de 8,9 % sur la même période. Néanmoins, il y a des risques que cette augmentation ne soit que temporaire car elle est en partie liée à l'augmentation du nombre d'emplois intérimaires dans la région (+ 13,7 % cette année, soit deux fois plus qu'au niveau national). Cependant, malgré les conditions météorologiques et une nouvelle invasion des plages par les sargasses (des algues toxiques), le tourisme continue de bien se porter et la région a même récupéré une partie des touristes d'îles plus touchées. Mais d'autres problèmes persistent, comme l'accès à l'eau potable, qui reste aujourd'hui un problème dans certains foyers, parfois privés d'eau pendant de longues périodes. L'incendie du CHU, à la fin de l'année, rend plus difficile l'accès aux soins, et celui-ci ne devrait pas être réhabilité avant un

an. Enfin le Chlordécone, pesticide fortement toxique, a fait son retour dans les bananeraies.

La solidarité familiale ne peut pas toujours répondre aux exigences de la prise en charge d'un aîné, surtout quand les aidants sont eux-mêmes en situation de précarité.

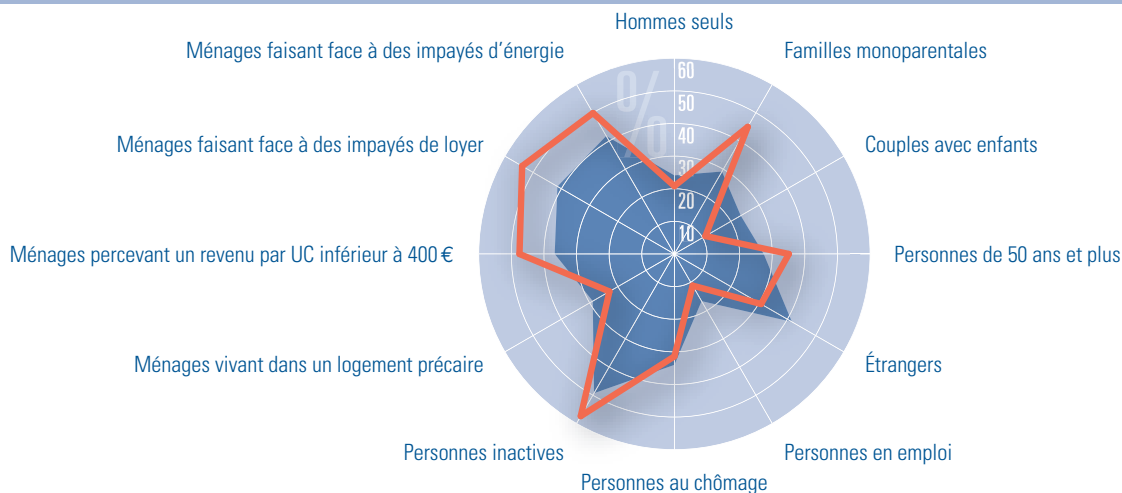
LES SITUATIONS RENCONTRÉES PAR LE SECOURS CATHOLIQUE

La délégation comporte trois territoires et vingt lieux d'accueil ouverts à toute personne, conformément à l'article 1 de notre statut. En 2017, 8 900 ménages ont été accueillis par les équipes du Secours Catholique.

Les personnes nous sont adressées par les services sociaux dans 84 % des cas ou par

GUADELOUPE

FRANCE ENTIÈRE



Champ : ménages rencontrés par le Secours Catholique. **Note de lecture :** la région Guadeloupe compte 20,8 % d'hommes seuls, contre 24,1 % pour la France entière.

démarches individuelles pour le reste. Notons une forte fréquentation de femmes seules, elles représentent en effet plus de six ménages sur dix (65 %) dont quatre (44 %) constitués d'une mère isolée. Trois personnes accueillies sur dix sont étrangères (31 %). Parmi elles, quatre sur dix (42 %) sont sans papiers ou en attente de régularisation. Une personne accueillie sur dix a moins de 25 ans. La part de personnes âgées de plus de 60 ans est passée de 10 à 16 % entre 2012 et 2016 pour redescendre à 14 % en 2017. Ces personnes accueillies se trouvent aujourd'hui moins isolées qu'il y a cinq ans. Nous sommes en effet passés de trois à cinq personnes sur dix déclarant être soutenues par leurs proches (de 29 à 54 %) et participer à des activités collectives (de 33 à 47 %) entre 2012 et 2017.

Ce soutien des proches se retrouve également dans le logement. C'est en Guadeloupe que l'on retrouve le plus de personnes vivant chez de la famille ou des amis, deux fois plus qu'au niveau national (19 % contre 9 %).

La région se caractérise par une demande d'aide alimentaire concernant près de huit personnes sur dix (78 %), en augmentation alors qu'elle a plutôt tendance à reculer au niveau national (de 58 à 52 % sur la même période). Près d'une personne accueillie sur deux vit en HLM (45 %), contre deux sur cinq en moyenne (38 %).

Les personnes accueillies en Guadeloupe sont deux sur trois à être concernées par des impayés alors que cela représente une personne accueillie sur deux au niveau national (67 % contre 55). Les personnes accueillies dans la région sont légèrement moins touchées par le chômage (pour trois sur dix d'entre elles) mais celles-ci sont plus nombreuses à être sans droits reconnus (huit chômeurs sur dix contre deux sur trois en moyenne). Même si elle reste supérieure à la moyenne nationale (57 % contre 49), la part de personnes en situation d'inactivité a diminué depuis 2012, où elle était de 64 %.

DES ACTIONS MENÉES PAR LE SECOURS CATHOLIQUE

Des actions sont mises en place par les bénévoles en fonction des besoins recensés et toujours en cohérence avec le projet de délégation. Voici une série non exhaustive d'actions menées par l'association.

En 2017, l'accueil, l'écoute et l'accompagnement des familles et l'aide alimentaire qui en découle restent incontournables. Avec cela, d'autres missions d'aide à la parentalité, de réinsertion par le logement (le manque en matière d'habitat demeure un frein à l'insertion et

l'effort reste insuffisant) et d'alphabétisation se poursuivent.

L'association a continué d'œuvrer pour l'accompagnement de personnes placées sous main de justice (PPSMJ). Ces personnes sont accueillies durant leur incarcération mais aussi à leur sortie, lorsqu'elles sont confrontées à des problèmes résidentiels. L'association œuvre également dans l'accompagnement des demandeurs d'emploi, des migrants, des « grands exclus », et des jeunes, qu'ils soient étudiants, jeunes parents (souvent jeunes mères), en rupture familiale ou en errance.

Certaines missions sont également réalisées au travers de structures comme la mise en place et la gestion d'épiceries sociales et solidaires, l'animation dans les EHPAD et la commission des aides.

Enfin, de nombreux ateliers continuent d'être animés ou sont mis en place. On compte parmi eux des ateliers portant sur le bien-être, le vivre-ensemble et la convivialité, la création de liens ainsi que des ateliers spirituels d'éveil à la solidarité (Kilomètres de Soleil, gâteau le Fraternel), des ateliers d'artisanat et la campagne « 10 millions d'étoiles », menée au mois de décembre avec pour objectif d'appeler à la générosité de tous.

MARTINIQUE

CONJONCTURE³

Devenue département d'Outre-mer en 1946, la Martinique, située dans l'archipel des petites Antilles, est aujourd'hui une collectivité territoriale française de 374 780 habitants. C'est la région qui affiche la décroissance de population la plus importante. Sur la période 2010-2018, la Martinique a connu un taux de variation annuel de -0,7 %, notamment parce que le solde naturel ne suffit pas à compenser les départs, qui causent une diminution de la population à hauteur de 1 % par an.

Globalement, le nombre d'emplois salariés peine à évoluer depuis fin 2016, et ce contrairement à la tendance nationale. L'année 2017 a été une année difficile pour la Martinique. Le cumul de la tempête Matthew, en 2016, et de l'ouragan Maria, en 2017, a infligé un coup dur à la production agricole de la région (-28 %). Cela a eu pour effet notamment de faire diminuer le nombre d'emplois dans l'agriculture de 4,7 % entre les deuxièmes trimestres 2017 et 2018. En revanche, le secteur de la construction, dont le nombre d'emplois diminuait plus fortement depuis 2013, connaît, comme dans l'ensemble du pays, une remontée depuis le deuxième trimestre 2017.

Alors que le chômage diminuait de manière continue depuis plusieurs années, il s'est

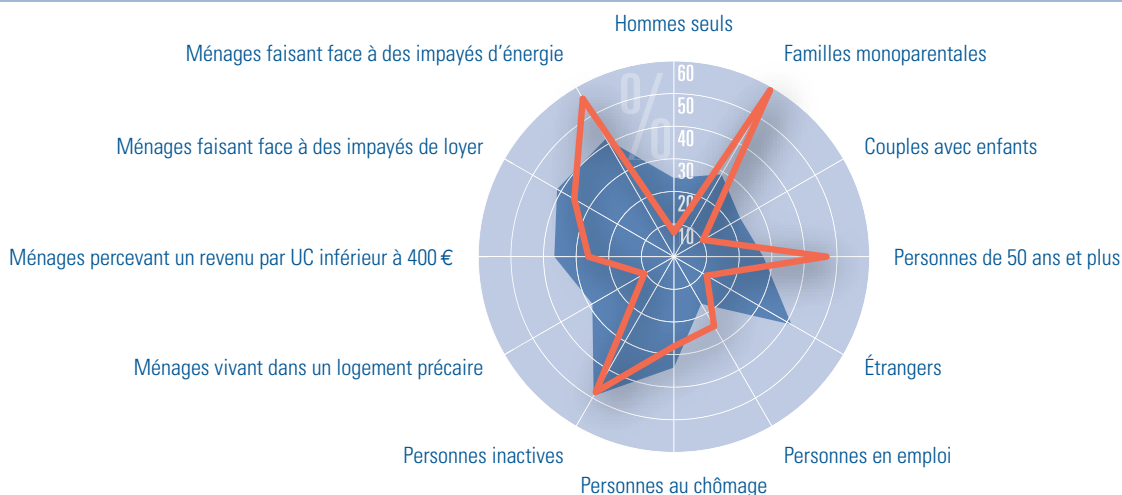
stabilisé en 2017 pour atteindre 17,8 %, soit le double du taux de chômage national. Cependant, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi augmente, affichant une variation annuelle de 2,3 % entre les deuxièmes trimestres 2017 et 2018.

SITUATIONS RENCONTRÉES PAR LE SECOURS CATHOLIQUE

En 2017, 4 230 ménages ont été accueillis par les équipes du Secours Catholique en Martinique. Les personnes accueillies sont relativement plus âgées qu'en moyenne nationale, trois sur dix ont entre 50 et 60 ans et

MARTINIQUE

FRANCE ENTIÈRE



Champ : ménages rencontrés par le Secours Catholique. **Note de lecture :** la région Martinique compte 7,5 % d'hommes seuls, contre 24,1 % pour la France entière.

deux sur dix ont plus de 60 ans, soit la part la plus élevée parmi l'ensemble des régions. En Martinique, 47 % des personnes accueillies ont 50 ans ou plus, c'est le cas de 27 % des personnes accueillies au niveau national. Près des trois quarts de ces ménages sont constitués de femmes (74 %), dont trois sur quatre de mères isolées. La part de mères isolées a d'ailleurs augmenté de dix points ces cinq dernières années, passant de 45 à 55 % des personnes accueillies. Les ménages martiniquais accueillis sont ceux qui ont le plus d'enfants (2,43 en moyenne).

Même si leur niveau a diminué depuis 2012 (65 %), les demandes d'écoute et de conseil ainsi que les demandes d'aide alimentaire concernent toujours plus d'une personne accueillie sur deux (57 % pour l'aide alimentaire et 54 pour l'écoute). Le nombre important de demandes d'écoute et de conseil est probablement lié au fait que seules 44 % des personnes accueillies déclarent recevoir de l'appui de proches. On peut néanmoins lier la diminution de ces demandes au fait qu'aujourd'hui neuf personnes accueillies sur dix déclarent recevoir l'appui de leur voisinage.

Le nombre de personnes percevant des prestations logement a connu une forte augmentation depuis 2012 (53 %), cela concerne aujourd'hui sept personnes accueillies sur dix (69 %). C'est en Martinique que l'on retrouve la plus grande part de personnes bénéficiant du

RSA. Cela concerne en effet quatre personnes sur dix contre trois à l'échelle nationale. Enfin, les personnes accueillies en Martinique sont également deux fois plus nombreuses à avoir accès aux allocations familiales (52 %) que dans le reste du pays (25 %).

En 2017, un quart des personnes accueillies en Martinique travaillent. C'est la part la plus importante. Un autre quart d'entre elles sont au chômage (27 %), mais 72 % d'entre elles demeurent sans droits reconnus. Pour finir, deux personnes accueillies sur quatre sont donc en inactivité (48 %).

DES ACTIONS MENÉES PAR LE SECOURS CATHOLIQUE

En Martinique, le Secours Catholique a mis en place plusieurs dispositifs pour permettre aux familles de prendre en main leur propre développement : épiceries sociales, boutiques solidaires de vêtements, redynamisation vers l'emploi, accompagnement à la parentalité. Ce dernier dispositif vise à donner aux parents tous les outils nécessaires pour l'épanouissement de la famille tout entière. Il se décline en plusieurs types d'actions : vacances en famille, assemblées de la solidarité, groupes de parole. Depuis un an, un groupe d'une douzaine de parents se réunit tous les mardis soir au Gros-Morne

pour échanger, avec l'appui d'une médiatrice familiale, sur les problématiques qui touchent les familles. Les thèmes sont très variés et vont des difficultés de sommeil des enfants aux ruptures de communication avec les ados. Le principe de ces rencontres est simple : chaque personne détient des savoirs, fruits de l'expérience et de l'éducation, sait quelque chose qui peut aider le groupe à avancer, à trouver des solutions. Dans un premier temps, lors d'un tour de table, les participants sont invités à parler de la semaine qui s'est écoulée, des difficultés et réussites rencontrées, de leurs joies et peines. Ce moment d'écoute est très important pour tout le groupe car il permet de relativiser les choses, de sortir de l'isolement, de constater « qu'on n'est pas seul dans ce cas ». Dans un second temps, le groupe choisit une thématique particulière et échange conseils et astuces sous le regard d'une professionnelle qui aide à valoriser ces savoirs. « Refaites des familles solides ; c'est la solution à cent problèmes », disait Jean Rodhain, le fondateur du Secours Catholique. Aujourd'hui, ces parents souhaitent partager leurs savoirs à l'échelle du territoire et lutter ainsi contre la fragilisation de la famille martiniquaise.

EXEMPLES D' ACTIONS ULTRAMARINES

LES ÉQUIPES DE LA DÉLÉGATION DE LA RÉUNION se sont résolument projetées dans une dynamique d'accompagnement par le changement social local⁴.

Traditionnellement, des lieux ont été créés, qui vivent et accueillent quotidiennement les plus fragiles ; équipes locales, boutiques solidaires, jardins partagés, etc. Il convient à présent de leur faire prendre leur pleine dimension d'espaces de rencontre et de convivialité. Un exemple de ce cheminement progressif s'est déroulé à La Rivière-Saint-Louis. En 2016, une boutique solidaire y a ouvert ses portes : la Case Caméléon. Des rayons de vêtements, un comptoir et un petit espace de rencontre. Tout ce qu'il y a de plus « classique ». Or, la bien nommée Case Caméléon est en train d'opérer sa mue. Les mamans du quartier descendent boire un café, certaines donnent un coup de main. Elles se sont ouvertes sur les difficultés de leurs conditions de vie, ont évoqué les défauts de l'espace jeux pour les enfants. La Case participe au conseil citoyen de la ville, elle a fait remonter les doléances. Ville et bailleur ont prêté l'oreille. Des associations ont occupé ponctuellement les lieux pour y mener leurs ateliers. Aujourd'hui, les vêtements prennent trop de place ; les rayons ont donc été poussés, et l'espace de convivialité s'étale généreusement jusque dans la cour.

Ça n'est pas parfait, l'appropriation du lieu et des problématiques par les habitants du quartier est encore timide, mais la dynamique d'accompagnement par le changement social local est bel et bien enclenchée. Ti pa ti pas na rivé ! (pas à pas on va y arriver !)

À MAYOTTE, les 16-25 ans accueillis au Centre Nyamba ne peuvent prétendre accéder à un centre de formation parce qu'ils sont en situation administrative « difficile » (étrangers sans papier, déboutés) ; alors, pour compléter les enseignements qu'ils reçoivent (apprentissage du français et des maths, informatique, activités collectives...), ils ont demandé à pouvoir bénéficier d'initiations à divers métiers : la coiffure, la couture, l'électricité... Et c'est ainsi qu'aujourd'hui des formateurs professionnels interviennent auprès d'une trentaine d'entre eux, garçons ou filles.

Dans le même temps, à la suite des grèves et des barrages qui ont paralysé Mayotte, il a été décidé d'aller à la rencontre des jeunes et de leurs familles sur leurs lieux de vie. Cela a permis de rencontrer et d'impliquer des personnes de toutes nationalités, de tous âges et de tous statuts. Principales demandes : l'apprentissage du français et l'accès à l'eau. Et, pendant les vacances scolaires, de nombreuses activités permettent aux enfants de s'occuper : football, pétanque, dessin...

L'ÉQUIPE YOUNG CARITAS⁵ DE GUYANE s'est développée à la suite du séminaire Young Caritas Antilles-Guyane organisé en juillet 2016.

Les jeunes sont motivés pour renforcer le groupe à travailler ensemble, partager des temps conviviaux, être utile et apporter sa pierre au développement de la Guyane. Conscients des inégalités du territoire, ils ont décidé de soutenir l'équipe locale de Grand-Santi, commune accessible uniquement par avion ou par le fleuve Maroni.

Le projet vise à créer un espace de lecture « Lési Plési » pour les enfants. Pour approfondir leur engagement, ils ont choisi de remettre eux-mêmes les livres collectés et ainsi découvrir le quotidien du peuple djukas. Un week-end de questionnement et de stupeur émerge face à l'isolement de ces villages et aux nombreuses fractures numérique, éducative, énergétique...

« ... RDV au rond-point magique, seul lieu où l'on peut se connecter avec le Littoral. Quelle galère ! »

Chaque « Young » a animé un atelier autour du livre les Fables de Guyane : lecture, orthographe, maquillage, sport et dessin. La priorité étant de donner du bonheur à ces nombreux enfants.

Cette expérience très riche a permis aux jeunes de prendre conscience des différentes formes de précarité mais aussi apporté la joie de mettre en lumière les savoirs de tous et de s'ouvrir à l'interculturel et à l'interreligieux.

EN NOUVELLE-CALÉDONIE, cette année, le projet de création d'une maison d'accueil au centre pénitentiaire du Camp-Est, à Nouméa, a enfin pu se concrétiser. Il se situe à côté de l'entrée de la prison.

Ce lieu permet d'accueillir avant l'épreuve du parloir les familles de personnes détenues. Auparavant, elles attendaient dehors, sans bancs et sans accueil. Elles ont maintenant à leur disposition un lieu sympathique avec un coin café, de la lecture et des jeux pour les enfants. C'est un sas de décompression grâce auquel elles peuvent arriver apaisées auprès de ceux qu'elles aiment.

Une trentaine de bénévoles accueille les familles et leur apporte du réconfort. Pour les bénévoles c'est aussi une façon de vivre une solidarité concrète, de se sentir utile, et, pour la plupart, de vivre simplement leur foi.

4 - Pédagogie du développement social. Faire cause commune, par Jean-Luc Graven, Anne-Catherine Berne et Pascaline Nové-Josserand, éd. Chroniques sociales, 2008.

5 - <https://www.secours-catholique.org/young-caritas>

2017		Guadeloupe	Martinique	France
PRINCIPALES DEMANDES D'AIDE (1)	Écoute, accueil, conseil	35,9%	54,3%	58,4%
	Alimentation	77,9%	57,4%	51,9%
	Loyer, factures d'énergie, d'eau	2,7%	16,0%	18,1%
	Mobilité (voiture, transport)	1,4%	2,5%	7,0%
TYPE DE MÉNAGE	Hommes seuls	20,8%	7,5%	24,1%
	Femmes seules	20,8%	18,5%	17,1%
	Couples sans enfants	2,3%	4,8%	6,1%
	Pères seuls	1,4%	3,4%	3,4%
	Mères seules	43,7%	55,5%	25,8%
	Couples avec enfants	11,0%	10,3%	23,5%
ÂGE DE LA PERSONNE DE RÉFÉRENCE	Moins de 25 ans	10,1%	4,8%	8,9%
	25-49 ans	54,8%	48,5%	63,7%
	50 ans et plus	35,1%	46,7%	27,4%
ORIGINE DE LA PERSONNE DE RÉFÉRENCE	France	71,9%	94,2%	61,3%
	Maghreb	0,8%	0,0%	8,7%
	Afrique subsaharienne	0,7%	0,0%	13,9%
	Union européenne	0,0%	0,0%	3,0%
	Europe de l'Est (hors UE)	0,0%	0,0%	9,4%
	Autre	26,6%	5,8%	3,7%
STATUT DE LA PERSONNE DE RÉFÉRENCE (étrangers hors UE)	Statut accordé	57,3%	50,0%	38,2%
	Statut demandé, en attente	16,5%	37,5%	43,5%
	Débouté, sans papiers	26,2%	12,5%	18,3%
SITUATION DE LA PERSONNE DE RÉFÉRENCE FACE À L'EMPLOI	CDI plein-temps	1,2%	2,8%	3,7%
	Emplois précaires (2)	3,0%	11,3%	9,9%
	À son compte	2,8%	0,6%	0,7%
	Autre travail	1,4%	8,5%	1,2%
	Formation professionnelle	2,8%	1,4%	1,2%
	Sous-total emploi	11,2%	24,6%	16,7%
	Chômage indemnisé ou en attente	6,2%	7,8%	11,6%
	Chômage sans droits reconnus	25,2%	19,7%	22,4%
	Sous-total chômage	31,4%	27,5%	34,0%
	Étudiant	7,2%	2,1%	1,4%
	Inaptitude santé	14,2%	10,6%	10,4%
	Retraite, préretraite	4,3%	6,3%	5,4%
	Au foyer	18,3%	7,7%	4,5%
	Sans droit au travail	5,4%	0,8%	15,5%
	Autre sans emploi	8,0%	20,4%	12,1%
	Sous-total inactivité	57,4%	47,9%	49,3%
	TYPES DE RESSOURCES	Ni revenus du travail ni transferts sociaux	12,9%	5,0%
Revenus du travail		5,1%	10,4%	7,7%
Transferts sociaux		67,0%	65,0%	40,6%
Revenus du travail et transferts sociaux		15,0%	19,6%	29,5%
REVENU PAR UNITÉ DE CONSOMMATION (en euros 2016)		433€	608€	517€
EXISTENCE D'IMPAYÉS		67,3%	87,1%	54,5%
IMPAYÉ MÉDIAN (euros constants)		805€	600€	789€
NATURE DES IMPAYÉS	Loyer, mensualités d'accession	53,9%	35,3%	41,4%
	Gaz, électricité, combustibles	49,9%	55,9%	41,8%
	Eau	49,6%	64,7%	18,6%
	Découvert bancaire	11,7%	13,2%	21,7%
TYPE DE LOGEMENT	Logement stable (3)	77,0%	89,5%	71,1%
	Logement précaire (4)	23,0%	10,5%	28,9%

(1) Pourcentage de ménages formulant ce type de demande. (2) CDD, intérim, travail saisonnier, temps partiel, emplois aidés. (3) Location HLM, location privée, habitat collectif, propriétaire.
(4) Hôtel, pension, garni, caravane, famille, amis, centre d'hébergement, abri de fortune, rue.